

LES CÉRÉALES

BLÉ—LE PROJET D'ACCORD INTERNATIONAL—DEMANDE DE RAPPORT SUR LES NÉGOCIATIONS

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre chargé de la Commission du blé. Apparemment, les pays exportateurs et importateurs sont en conflit au sujet du projet de nouvel accord international sur le blé. Comme le Canada est l'un des principaux pays exportateurs qui participent aux pourparlers de Londres, quelle position avons-nous adoptée? Le ministre croit-il que les pourparlers reprendront en décembre à Londres?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, les discussions se poursuivent. Quant à moi, je ne parlerais pas de conflit pour décrire les différends qui existent pour le moment. En fait, il y a sans doute autant de différends entre pays exportateurs qu'entre pays exportateurs et pays importateurs. Les pourparlers portent sur les détails techniques comme les prix et les stocks de réserve qui pourront figurer dans un accord international sur les grains. Le Canada est d'avis que les réserves prévues dans l'accord doivent être vraiment retirées du marché, de façon à ne pas faire baisser les prix pour les producteurs afin qu'ils puissent obtenir un juste revenu. Je suis toujours persuadé que les pourparlers permettront de jeter les bases des négociations qui pourraient avoir lieu entre le début de l'année et Pâques.

M. Murta: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme les négociations portent sur les prix maximum et minimum de même que sur la garantie d'un approvisionnement, le ministre peut-il nous assurer qu'on ne fixera pas de prix maximum ferme lors des négociations de Londres? Si c'était le cas, cela nuirait certainement aux intérêts à long terme des céréaliculteurs de l'Ouest.

M. Lang: Monsieur l'Orateur, certains pays veulent des prix minimum et maximum mais, selon moi, cette position n'est pas aussi réaliste que celle que préconisent notamment les États-Unis, à savoir qu'il vaut mieux viser un certain niveau de prix sans prix minimum ou maximum, ce qui nous obligerait à utiliser nos réserves pour maintenir le prix à son niveau inférieur ou supérieur. Selon moi, les pays qui désirent un prix plus ferme peuvent l'obtenir en demandant une réserve plus importante en plus des stocks réguliers par les voies commerciales ordinaires. Telle est la position que je compte défendre.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

FRANCE—LE PRÉSUMÉ REFUS D'ENCOURAGER LES EFFORTS DE PAIX DE L'ÉGYPTE—LA POSSIBILITÉ DE PROTESTATION OFFICIELLE

M. Ralph Stewart (Cochrane): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Selon une nouvelle du *Times* de Londres, la France se serait opposée au désir de la CEE d'applaudir à l'initiative exemplaire du président Sadat qui a cherché à établir une paix durable au Moyen-Orient, et à la bonne volonté évidente d'Israël qui semble prête à coopérer; le gouvernement a-t-il

Questions orales

donc l'intention de faire quelque chose à propos du refus de la France à encourager ces avances pacifiques au Moyen-Orient?

Des voix: Bravo!

M. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur. Je n'ai nullement l'intention d'indiquer aux pouvoirs ou au gouvernement français la voie à suivre en ce qui concerne ses décisions internes.

M. Hnatyshyn: Ils pourraient vous donner une médaille.

M. Jamieson: J'espère qu'ils auront les mêmes égards pour les décisions internes de notre pays.

* * *

[Français]

LA TAXE D'ACCISE

LE REMBOURSEMENT DE LA TAXE D'ACCISE SUR L'ESSENCE—ON DEMANDE QUE LES RETARDS SOIENT ÉLIMINÉS

M. Gilles Caouette (Témiscamingue): Monsieur le président, ma question s'adresse à l'honorable ministre du Revenu national. Étant donné les problèmes encourus avec les remboursements de taxe d'accise sur l'essence et étant donné que ces problèmes de retards à payer sont causés par la centralisation des paiements à l'ordinateur à Ottawa, est-ce que le ministre a pris les dispositions nécessaires pour activer le paiement et réduire les retards de deux mois, deux mois et demi ou trois mois à rembourser la taxe d'accise sur l'essence?

L'hon. Joseph-Philippe Guay (ministre du Revenu national): Monsieur le président, je suis à discuter de cette chose avec les fonctionnaires de mon ministère en ce moment. Je rendrai compte de ce qu'il en est aussitôt que possible.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

HAUTE-VOLTA—LE PRÊT DESTINÉ À L'AMÉLIORATION DU CHEMIN DE FER—LA FOURNITURE POSSIBLE DE RAILS PAR LA SYDNEY STEEL CORPORATION

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, j'ai également une question à adresser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures concernant la subvention de 40 millions de dollars accordée récemment par l'ACDI à la Haute-Volta, et qui, d'après les journaux, comprenait 14 millions de dollars destinés à l'amélioration du chemin de fer national de ce pays. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si les aciéries canadiennes auront la possibilité de fournir des rails pour ces travaux, et plus particulièrement s'il sera offert à la Sydney Steel Corporation qui, comme le ministre le sait traverse une période difficile, la possibilité de le faire?

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, dans le cas présent comme dans un certain nombre d'autres exemples où l'ACDI participe à l'installation ou à la réfection du réseau ferroviaire, j'ai demandé qu'on fasse les enquêtes et les travaux nécessaires pour savoir si la Sydney Steel pourrait en effet fournir les matériaux. Je compte recevoir un rapport sur la question et le communiquerai dès que possible au député. Je crois que la question a déjà été soulevée la première fois en septembre, lorsque j'étais au Cap-Breton.